

505LM526/7

946

(1942, 46)



A

Participation de la S.N.C.F. dans la Société  
"France-Expansion"

(s) C.A. 9. 9.43 24 VI

Liquidation de la participation SNCF

	C.A.	8. 5.46	23	VIII
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		29. 5.46		
Dépêche du MTP à SNCF		18. 6.46		

V. D.951 - Application de l'article 44  
Convention aux participations des Com-  
pagnies dans diverses Sociétés.-

Participation de la S.N.C.F. dans la Société "France-Expansion".-

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS

Paris, le 18 juin 1946

Direction Générale des Chemins de fer  
et des Transports

1er Bureau

n° 277

C C P I E

+Copie de cette lettre à  
été distribuée le  
8 juin 1945

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES  
TRANSPORTS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer  
Français.

Objet - Aliénation d'actions de diverses Sociétés.  
Référence - Votre lettre P.F. n° 28 du 29 mai 1946  
et note jointe.

Par lettre du 29 mai 1946<sup>+</sup>, vous m'avez fait  
connaître que le Conseil d'Administration de votre Société  
se propose d'aliéner, aux conditions indiquées dans la  
note citée en référence, les participations qu'elle détient  
des anciens réseaux dans la Société de Recherches et de  
Perfectionnements industriels, la Société France-Expansion  
et la Compagnie des Eaux de Maisons-Laffitte.

L'activité de ces Sociétés ne présentant pas d'intérêt  
pour l'exploitation de la S.N.C.F., j'ai l'honneur de vous  
faire connaître, après avis de la Mission de Contrôle  
financier des chemins de fer, que je donne mon accord à la  
cession dont il s'agit.

Par autorisation,  
Le Directeur Général  
des Chemins de fer et des Transports,

Signé : DORGES.



## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président du  
Conseil d'Administration

D - 9321 - 0

Comme suite à la décision du  
Conseil du 8 mai 1946

Paris, le 29 mai 1946

Monsieur le Ministre,

Dans sa séance du 8 mai 1946, notre Conseil a décidé l'aliénation d'actions de trois Sociétés dont l'activité ne présente pas et semble ne jamais devoir présenter d'intérêt pour l'exploitation de la S.N.C.F.

Cette aliénation concerne:

- 110 actions de la Société de Recherches et de Perfectionnements Industriels (S.R.P.I.)
- 10 actions de la Société France-Expansion
- 2 actions de jouissance de la Compagnie des Eaux de Maisons-Laffitte.

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien autoriser la réalisation de cette opération aux conditions exposées dans la note ci-jointe.

Veuillez agréer,.....

Le Président du Conseil d'Administration

Signé : FOURNIER

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration  
du 8 mai 1946

---

P. 23

QUESTION VIII - Aliénation d'actions de diverses  
Sociétés.-

Sous réserve de l'approbation de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, le Conseil autorise l'aliénation des participations de la S.N.C.F. dans les Sociétés ci-après, dont l'activité ne présente pas et semble ne devoir jamais présenter d'intérêt pour le chemin de fer :

- 110 actions de la Société de Recherches et de Perfectionnements Industriels, au prix unitaire de 250 fr ;

- 10 actions de la Société France-Expansion, au prix unitaire de 125 Fr ;

- 2 actions de jouissance de la Compagnie des Eaux de Maisons-Laffitte, au prix unitaire de 750 fr.

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

-----  
Secrétariat du Conseil  
d'Administration

-----  
Participations Financières  
-----

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 8 MAI 1946

(Question N° VII)

20 avril 1946

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Aliénation d'actions de diverses Sociétés

---

La S.N.C.F. a hérité des anciens réseaux des participations dans les trois Sociétés suivantes :

- Société de Recherches et de Perfectionnements Industriels (S.R.P.I.),
- Société "France-Expansion",
- Compagnie des Eaux de Maisons-Laffitte.

L'activité de ces Sociétés ne présente pas et semble ne devoir jamais présenter d'intérêt pour le chemin de fer.

°  
° °

I.- La Société de Recherches et de Perfectionnements Industriels (S.R.P.I.) a été constituée en 1919, en vue de l'étude de toutes affaires industrielles ou autres et, plus particulièrement, de toute mise en valeur directe ou indirecte de perfectionnement, procédés, inventions et produits nouveaux. Son capital, fixé primitivement à 1.600.000 fr a été porté à 3.600.000 fr, soit 14.400 actions de 250 fr, en février 1943. Depuis cette augmentation, une importante fraction du capital est détenue par la Société "La Précision Moderne", dont l'objet est la fabrication d'appareils électriques.

La S.N.C.F. détient 110 actions - soit 0,76 % du capital - souscrites au titre du domaine public par la Cie du Nord (1).

.....

-----  
(1) Lors de l'augmentation de capital, la S.N.C.F. a renoncé à exercer son droit de préférence.



Limitée, à l'origine, aux recherches scientifiques appliquées à l'industrie, l'activité de la Société a été étendue en 1939 à la fabrication d'instruments d'optique pour la conduite du tir, puis, en août 1940, après résiliation des marchés passés avec la Défense Nationale, à l'étude de prototypes et d'appareils nouveaux. En tout état de cause, elle n'a jamais apporté - même sur le plan purement expérimental - aucune contribution positive au chemin de fer.

Les résultats financiers de l'exercice 1944 ont accusé une perte de 134.004 fr. Un déficit au moins égal est prévu pour 1945.

Compte tenu de cette situation, étant donné, d'autre part, la modicité de notre participation et surtout l'absence d'intérêt que présente pour nous la S.R.P.I. il n'apparaît pas que nous ayons de raison de conserver les 110 actions héritées de la Compagnie du Nord. La Société elle-même et "la Précision Moderne" seraient disposées à racheter ces actions à leur valeur nominale, soit 250 fr. Ce prix est légèrement supérieur à ceux pratiqués lors de plusieurs ventes effectuées en 1945. Il correspond sensiblement à la valeur ressortant du bilan à fin 1944.

II.- Constituée en 1917, la Société France-Expansion a pour objet de fournir aux industriels et commerçants des indications sur la solvabilité et l'honorabilité des établissements avec lesquels ils sont en relations d'affaires, de procéder à toutes opérations de recouvrement contentieux, d'une façon générale, d'organiser toutes opérations nécessaires en vue de faciliter l'action économique française et de seconder les entreprises nationales.

Le capital fixé à l'origine à 5 M. a été ramené en 1932 à 1.250.000 fr, par réduction de la valeur nominale des actions de 1.000 à 250 fr.

Les Compagnies avaient souscrit chacune 10 actions. Mais, alors que les Compagnies de l'Est, du Midi, du P.L.M. et du P.O. avaient inscrit la dépense à leur domaine privé, la Compagnie du Nord l'avait imputée à son Compte d'Exploitation (1). C'est à ce titre que la participation de cette dernière, soit 10.000 fr ou 0,20 % du capital, réduite à 2.500 fr en 1932, a été transférée le 1er janvier 1938 à la S.N.C.F.

.....

---

(1) La S.N.C.F. a renoncé à se prévaloir de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 en ce qui concerne les participations Est, Midi, P.L.M., P.O. (C.A. du 9 septembre 1942).

Nous n'avons jamais eu recours aux services de l'organisme dont l'activité est d'ailleurs des plus réduite depuis 1939, et il ne semble pas que nous devions y faire appel dans l'avenir.

La situation financière de la Société est, d'autre part, très difficile. La réduction des 3/4 de son fonds social en 1932 avait permis, tout en apurant les pertes antérieures, de constituer une réserve de 242.000 fr. Mais, dès 1933, une perte de 160.000 fr est venue absorber les 2/3 de cette réserve. Les médiocres résultats enregistrés de 1934 à 1938 n'ont pas permis de redresser la situation. Celle-ci s'est à nouveau aggravée depuis 1939 et à fin 1944, les pertes cumulées atteignent ..... 734.725 fr.

Le maintien en portefeuille de nos 10 actions ne semble pas, dans ces conditions, devoir être envisagé et ceci d'autant moins que certains incidents survenus au cours de la dernière Assemblée Générale ont fait apparaître certains désaccords entre le Président du Conseil d'Administration et un groupe d'actionnaires quant à l'orientation de la gestion.

La Société accepterait de reprendre nos actions au prix unitaire de 125 fr. Ce chiffre correspond sensiblement à la valeur qu'une étude du bilan à fin 1944 permet d'attribuer à l'action et est supérieur à celui de 100 fr fixé par la dernière Assemblée Générale.

III.- La Compagnie des Eaux de Maisons-Laffitte a été fondée en 1859 en vue d'assurer la distribution de l'eau potable dans la commune de Maisons-Laffitte.

Son capital, qui était primitivement de 250.000 fr, représenté par 500 actions de 500 fr, a été porté en 1945 à 700.000 fr, soit 1.400 actions de 500 fr. La S.N.C.F. a hérité de 2 actions de jouissance de l'ancien réseau de l'Etat, qui lui-même les avait trouvées dans la liquidation de la Compagnie de l'Ouest.

La situation financière de la Société est très saine. Mais il n'existe aucun lien entre son activité et celle du chemin de fer, et nous n'avons vraiment aucune raison de conserver nos 2 actions.

La Société accepterait de les racheter au prix unitaire de 750 fr. Ce prix est légèrement inférieur à la valeur qu'une étude du bilan au 31 décembre 1944 permet d'attribuer à l'action. Toutefois, compte tenu de l'insignifiance de notre participation, il semble pouvoir être accepté.

.....



° ° °

Sous réserve de l'approbation de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, il est proposé au Conseil d'autoriser, aux conditions ci-dessus, la cession de nos participations dans les 3 sociétés, soit :

- 110 actions de la S.R.P.I., au prix unitaire de 250 fr,
- 10 actions de "France-Expansion", au prix unitaire de 125 fr,
- 2 actions de jouissance de la Cie des Eaux de Maisons-Laffitte, au prix unitaire de 750 fr.

Ces participations ont été déjà amorties par imputation au Compte d'Exploitation pour les 2 premières, et par remboursement du montant nominal des actions pour la 3ème. Le produit des ventes, soit 30.250 fr, serait, dès lors, versé en recettes au Compte d'Exploitation .

Le Secrétaire Général Adjoint,

P. CLOSSET.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 9 septembre 1942

Participation à la Société "France-Expansion".

QUESTION VI - Participation des Compagnies dans  
diverses Sociétés (application de l'article 44 de la Convention  
du 31 août 1937).

P.V. (p.6)

M. LE PRESIDENT expose que, pour les raisons indiquées dans  
la note, il est proposé de renoncer au bénéfice des disposi-  
tions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 en ce  
qui concerne les Sociétés ci-après dans lesquelles les Compa-  
gnies de l'Est, du Midi, du P.L.M. et du P.O. détiennent des  
participations :

.....  
- Sociétés Lorraines de Charbonnages réunies" et "Socié-  
té France-Expansion" : ces deux Sociétés n'ont actuellement  
qu'une activité des plus réduites, sans intérêt immédiat pour  
le chemin de fer.  
.....

Sous réserve de l'autorisation à demander à M. le Secré-  
taire d'Etat aux Communications, le Conseil approuve ces pro-  
positions.

Sténo (p. 24)

M. LE PRESIDENT.- Le Conseil est saisi de propositions  
relatives à l'application de l'article 44 de la Convention du  
31 août 1937 en ce qui concerne 5 Sociétés.  
.....

En ce qui concerne, au contraire, les autres Sociétés,  
il ne nous paraît pas que nous ayons à revendiquer le bénéfice  
de l'article 44 :

.....  
- La Société "France-Expansion" a pour objet de fournir  
des renseignements aux industriels et commerçants, de procéder à  
toutes opérations de recouvrement contentieux, d'instituer un  
service d'études économiques et de documentation pratique, de  
développer l'emploi de la publicité, notamment à l'étranger;  
cet objet ne paraît avoir qu'un rapport assez lointain avec le  
Chemin de fer; au surplus, l'activité de la Société est,  
aujourd'hui plus que jamais réduite;  
.....

Le Conseil approuve ces propositions.



26 août 1942

Participation des Compagnies dans diverses Sociétés

(article 44 de la Convention du 31 août 1937)

Extrait relatif à la reprise des participations dans la  
SOCIETE " FRANCE-EXPANSION ".

L'étude entreprise sur les participations que les Compagnies possèdent au titre de leur Domaine Privé dans des Sociétés de natures diverses a été poursuivie pour une nouvelle série de 5 Sociétés qui sont les suivantes :

.....  
- France-Expansion.

Compte tenu des dispositions de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, la question se pose de savoir si la S.N.C.F. entend reprendre ces participations.  
.....

SOCIETES DIVERSES

.....  
2 - Société "France-Expansion".

A - Cette Société, constituée en 1917, avait pour objet de fournir des renseignements aux industriels et commerçants, de procéder à toutes opérations de recouvrement contentieux, d'instituer un service d'études économiques et de documentation pratique, de développer l'emploi de la publicité, notamment à l'étranger.

Le capital fixé à l'origine à 5 millions de francs, a été ramené à 1.250.000 fr, par réduction de la valeur nominale des actions de 1.000 fr à 250 fr.

Les Compagnies de l'Est, du Midi, du P.L.M. et du P.O. ont souscrites, chacune au titre de leur Domaine Privé, 10 actions de la Société  
.....

La Compagnie du Nord avait également souscrit 10 actions, au titre de son Domaine Public, qui ont été transférées à la S.N.C.F. en application de la Convention du 31 août 1937.

B - L'action de la Société est des plus réduite et sa situation financière est très difficile : les déficits accumulés représentent le 1/3 environ du fonds social.

C - La S.N.C.F. n'a aucune raison de reprendre cette participation.

.....

En définitive, nous soumettons au Conseil les propositions suivantes :

1°) confirmer, en tant que de besoin, que la S.N.C.F. ne revendique pas le bénéfice de l'article 44 de la Convention du 31 août 1937, en ce qui concerne les participations détenues :

- par la Compagnie de l'Est

dans le capital ..... de la Société "France-Expansion"

- par la Compagnie P.L.M.

dans le capital ..... de la Société "France-Expansion"

- par la Compagnie P.O.

dans le capital ..... de la Société "France-Expansion"

- par la Compagnie du Midi

dans le capital de la Société "France-Expansion".

.....

LE DIRECTEUR GENERAL,

LE BESNERAIS.